Nos 19 et 20. 30 Juin 1869 IIme année

LE PEUPLE POLONAIS

Organe de la Démocratie slave

JOURNAL BI-MENSUEL PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS.

Fais ce que dois, — advienne que pourra !

Le prix d'abonnement :	Trimestre.	Semestre.	Année.
Suisse	1 fr. 65	3 fr. —	5 fr. 40
Italie	1 » 70	3 » 10	5 » 70
France, Belgique, Allemagne, Pologne, pays Danubiens	1 » 80	3 » 35	6 » 20
Espagne, Angleterre, Danemark, Turquie et Grèce	2 » —	4 » —	7 » —

Le prix du numéro, 30 centimes.
Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

L'argent et les demandes d'abonnement doivent etre adressés :
A **Genève**, au bureau de la Rédaction, 3, rue du Mont-Blanc;
A **Paris**, 16, rue Tournon, librairie de Luxembonrg, ou a M. Bronislas Gruczynski, 31, chaussée du Maine.
Tout actionnaire du journal et tout réfugie politique jouissent d'une remise sur le prix d'abonnement (le port non compris) en raison de 20 %.
La Rédaction accepte des *annonces* à inserer, à 25 centimes la ligne.

A nos Abonnés

Le numéro 21 du *Peuple polonais* paraîtra le 15 Juillet, et le no 22, le 25 du même mois; depuis lors, nous espérons que notre journal reprendre une marche régulière, selon notre engagement.

A cette occasion, nous rappelons à nos lecteurs que les numéros actuels terminent la demi-année; par conséquent, Messieurs les Abonnés par semestre et par trimestre sont instamment priés de renouveler leur abonnement. — Quant aux *retardataires*, nous leur avouons qu'ils font souffrir notre petite caisse horriblement et *dangereusement*.

La Rédaction.

SITUATION

Il y a bien longtemps que nous n'avons pas parlé de la politique générale. C'est qu'il fait chaud; pas trop pour la saison, cela est vrai, mais enfin c'est toujours l'époque de la villégiature, ce qui veut dire une impitoyable *villanelle :* diplomates aux eaux, monarques aux rendez-vous, princes dans les montagnes, troupes dans les camps, journalistes suant à la recherche stérile des idées et des sujets...

Pour le moment, tout le monde est dans la *contemplation.* — En France, on contemple les dernières élections; en Espagne, on contemple le néologisme politique : une monarchie sans trône; en Italie, le retour du bon vieux temps aux coups de couteau; en Allemagne, la générosité du maître qui ne fait le tour de son Califat que pour prêcher à ses bons sujets comme quoi « Allah est grand, et Bismark est son prophète. »

Contemplons à notre tour.

D'abord ces élections, l'étrange et l'imprévu caprice du scrutin. — La première impression de la frayeur ayant passé, elles ont à la fin des fins contenté tout le monde : Bonapartistes, auxquels elles ont laissé, comme par le passé, la majorité, le corps de ballet législatif; les cléricaux, satisfaits de la panique gouvernementale,— le pouvoir ne pourra plus se passer d'eux; les libéraux, applaudissant à la réélection de MM. Thiers et Favre, ainsi qu'à la défaite de Cantagrel et d'Alton-Shée; les radicaux, triomphant des succès de MM. Gambetta et Bancel, autant que de la « défaite honorable » d'Henri Rochefort; les socialistes mêmes ne se sont pas découragés : le vieux Raspail sur les bancs des législateurs, et plus de 30,000 voix que Paris seul a données à leurs candidats... la récolte, ma foi, n'est pas trop mauvaise pour le recommencement !

Que veut donc dire *l'ensembte* de ces élections? Quel est le parti qui a triomphé? — Celui du gouvernement est humilié, mais non battu; parti du *Syllabus*, battu mais non détruit; parti de liberté au pain sec, durement maltraité; les *irréconciliables*, ne triomphant que dans les grandes villes; les socialistes, battant le rappel, mais non armés... — A qui donc la palme?

A tous et à personne.

La France a donné raison à tous les partis, ce qui signifie un congé donné, non pas aux Bonapartistes, mais aux « idées napoléoniennes. » La gloire de l'aigle impérial à part, la seule raison du régime actuel, c'est l'*apaisement* des partis. Or, la France vient de déclarer qu'elle en a assez de cet apaisement; elle demande la liberté de la discussion, la liberté de la haine régénératrice.

Oui, elle s'est prononcée pour la liberté, les coryphées de la bourgeoisie ont raison; mais à coup sûr elle n'entend pas la liberté *pour la liberté*, mais la liberté pour retrouver la prospérité escamotée par des adroits.

La presse française aime à compter les chiffres, à grouper les députés : droite extrême, droite tempérée, droite du centre, centre, gauche de toutes nuances... Il y a du vrai. Le corps législatif a une opposition; mais son nombre n'est pas 80, il n'y en a, pour nous, qu'**un** : Raspail; tout le reste ce sont les nuances du parti de « l'amélioration du régime. »

L'imprévu est aussi à l'ordre du jour en Espagne. Il y a quelque temps encore, les uns espéraient en une république espagnole, les autres le rétablissement du trône outragé. Il n'y en est rien; Guzman-Prim, l'orgueilleux mari de sa femme « qu'il fait trembler », le glorieux porteur d'épée, la main sur laquelle il prête tous ses serments, il a prouvé qu'il est autant homme de l'*impossible* dans l'action, comme son maître à lui, M. de Girardin, l'est en journalisme.— On a défendu aux Espagnols le cri de : « Vive la république! » car la constitution a proclamé la monarchie; mais en même temps le cri de « vive le roi » n'en est pas moins séditieux, puisque on n'a pas de roi. — Ne sont donc légitimes que les cris de « Vive Prim, son épée et Serrano! »

Le couteau des carbonaris vient de reparaître en Italie, disions-nous. Faut-il s'en réjouir ou s'en attrister? — Nous avouons n'être pas du tout pour les meurtres politiques, les trouvant toujours et partout comme inutiles et plus coûteux qu'ils ne produisent. Mais jamais notre petite feuille ne se salira d'une protestation hypocrite pour faire partie du chorus des imbéciles et des mercenaires. La justice partielle, aussi légitime qu'elle soit, nous la comprenons sans l'approuver. C'est qu'à nos yeux, ce débordement des passions individuelles envahissant un pays, ne prouve qu'une chose : c'est qu'on y désespère. Or, que nos amis de l'Italie se le laissent dire : le peuple qui a vu naître un Mazzini et un Garibaldi n'a pas raison de désespérer.

A présent, traversons à vol d'oiseau par-dessus l'Angleterre des lords conspirant contre la Chambre des communes, pour maintenir le *statu quo* en Irlande.

Passons par-dessus l'Allemagne attendrie à la vue de Bismark qui, les yeux baissés, la rougeur de la modestie sur les joues, salue gracieusement son roi déclarant au peuple de Goethe et de Humboldt que M. le chancelier est le plus grand homme de l'univers.

Passons la Hongrie contemplant « l'indépendance » de son pays *déakisé*; — voici la Pologne, l'unique tache sur l'horizon de la contemplation universelle. — Là, la société démocratique de Lemberg convoque un nombreux meting populaire, afin de décider la rupture avec le *Reichsrath*... Hélas! pessimistes, nous ne croyons à l'athéisme d'un homme qu'autant qu'il n'attaque plus Dieu qu'avec indifférence. Les patriotes polonais se mettant en colère pour avouer leur discorde avec l'Autriche, ne nous inspirent qu'une faible confiance... Puissions-nous nous tromper!

Un grand fait, tout frais, tout nouveau, pour terminer l'esquisse de la situation.

Le correspondant de M. de Girardin écrit de St-Pétersbourg à *la Liberté :*

« Il n'y a plus un seul condamné *politique* en Sibérie. »

— Et Tchernyszewsky? s'est écrié un de nos amis russes. — Tchernyszewsky? Gare à vous,

jeune imprudent! ne taquinez pas le philosophe parisien; il a le *talisman* de se donner toujours raison.

— Tchernyszewsky? mais est-ce seulement un condamné politique? — Il est *nihiliste*, et le nihilisme n'est-ce pas une secte des *nouveaux croyants*, comme les châtrés constituent la secte des *vieux croyants?* Tchernyszewsky et Plotytzine ne font donc qu'un pour le philosophe de la bourgeoisie parisienne. — Prudence, jeune homme! Croyez-vous, par exemple, qu'à notre tour, nous ne lui pourrions pas citer des Polonais admirant les beautés d'Irkoutsk? Mais à quoi bon! Pour qu'il déclare qu'il n'y a jamais eu des condamnés politiques en Pologne, qu'on n'y fusille que des brigands et des assassins?...

Dame! On est Girardin, ou on ne l'est pas.

LE SOCIALISME ET LES NATIONALITÉS

Nous nous sommes réservé le droit d'accompagner la suite de la lettre du général Mieroslawski de nos réflexions. Tout en usant de ce droit, pour ne pas interrompre le fil des raisonnements de l'auteur, nous renonçons à répondre aux points secondaires sur lesquels nous pouvions n'être pas d'accord. Nous n'y relevons qu'une phrase : « Pour le moment, dit notre illustre correspondant, une seule grève me fait trembler dans tout l'Occident pour l'avenir socialiste du vieux monde : c'est celle de l'épée de la Révolution française en présence des épées du panslavisme et du pangermanisme coalisés, qui ne chôment pas. »

Ce n'est pas que nous méconnaissions le danger de la coalition germano-panslaviste, ou que nous la niions; nous ne voulons parler que du *moyen* dans lequel le grand démocrate nous paraît avoir trop de confiance.

Nous savons tout comme lui ce qu'il y a d'anti-social et d'anti-démocratique dans cette « épée des Huns pommadés et des Goths vernis, » — ce qui nous trouve indécis, ce n'est que « l'épée de la Révolution française. »

De laquelle s'agit-il? Il y en avait deux : une terrassée en 1793 et dont Barbès n'est plus qu'une « statue muette; » l'autre, née en 1789, triomphant en 1830, vainquit la première en 1849. — De laquelle s'agit-il? De celle dont le drapeau qu'elle défend porte l'inscription : « la justice sociale? » — mais elle est sous les verroux de la première, et celle-là peut-on seulement supposer qu'elle contribuera à l'affranchissement des « nationalités constituant le premier pas de la solution socialiste? »

D'ailleurs, n'est-ce pas un cercle vicieux que « cette prééminence chronologique de l'épée des nationalités sur la truelle du socialisme? » Nous le disons précisément parce que nous sommes convaincus, comme l'est notre vénérable ami, que « les nationalités sont les calices de communion de la justice sociale. » Comme Barbès et Mieroslawski, nous sommes convaincus qu'il n'y a de salut pour le socialisme hors des nationalités affranchies et dégagées du chaos des races et des États artificiels. Mais qui les dégagera, ces nationalités? A coup sûr ce ne seront pas « ces patries cellulaires se nourrissant de ce chaos politique et économique. » — Qui donc? Celui qui doit y être intéressé : le socialisme triomphant lui-même.

Ainsi, point de justice sociale sans nationalités dégagées et affranchies; point de nationalités affranchies et dégagées sans le socialisme triomphant. — A qui la prééminence? — A personne, ou pour mieux dire, qui réussira le premier.

C'est précisément ce que nous avons dit dans notre article sur les *Trois stimulants* (*Peuple pol.*, n° 9) : « Il n'y a qu'une cause, c'est celle de l'humanité souffrante. » C'est ce que nous avons dit à plusieurs reprises à nos amis de l'*Internationale;* c'est ce que nous répétons à présent.

Les socialistes le comprennent-ils? — notre illustre correspondant en doute. Nous ne partageons pas sa méfiance... Et voici le fait qui nous donne raison : si M. Favre a dû s'expliquer devant ses électeurs sur sa profession de foi économique, M. Cantagrel n'a-t-il pas été obligé de repousser l'accusation d'être indifférent à la question politique?

Nous n'ignorons pas cependant qu'il se trouve un certain nombre de théoriciens borgnes ou boiteux de 1848, qui poussent le grand mouvement économique sur la voie du socialisme aveugle; mais nous en connaissons d'autres pour qui le socialisme, sans solution des problèmes politiques et internationaux, n'est qu'un passe temps des oisifs.

Polonais, dévoués corps et âme à notre nationalité, nous nous intéressons vivement à ce socialisme occidental, si imparfait qu'il soit, parce que nous savons que ces borgnes sont en minorité, et que ces jeunes gens à vue large, à horizon dégagé, en constituent la majorité et la force intellectuelle.

Suite de la lettre du citoyen-général Louis Mieroslawski, président de l'Association démocratique polonaise.

Retenez bien ceci et ne recommencez pas nos anachronismes de 1848, car c'est pour avoir méconnu au faux profit de son incontinence et de ses couardises, cette prééminence chronologique de l'épée des nationalités sur la truelle du socialisme, que le socialisme de ce temps-là s'est entendu condamner par l'implacable Némésis de la Révolution, à passer sans conteste son épée aux sergents de ville, et sa truelle aux Limousins de M. Haussmann.

L'Europe de 1848 n'a eu qu'un prophète, simple et laconique, comme tout vrai prophète — c'est Barbès, quand il demandait en deux mots le rachat et le salut du *Vieux Monde* : « Croisade au tombeau de la Pologne, et dîme saladine sur les riches, pour la faire. » — *Le Vieil Idiot* a lapidé son prophète! Il s'est bouché les oreilles au 15 Mai; les épouvantables suicides de Juin les lui ont débouchées trop tard. — Les riches ont-ils payé moins de rançon à Saladin lui-même, que ce milliard deux fois suffisant en 1848, pour lui arracher ce saint sépulcre? Le socialisme qui a transporté sa Pologne aux barricades de Juin, y a-t-il arrosé sa défaite de moins de sang qu'il n'en aurait versé pour vaincre sur la Vistule : a-t-il mieux fleuri au soleil de Cayenne, que ne fleurit la Pologne dans les neiges de la Sibérie? — De quoi donc se plaignent les socialistes d'aujourd'hui? A quoi leur sert de se démener en insensés dans les chaînes qu'ils se sont forgées eux-mêmes, avec le fer qui maintient tous leurs domaines sous sa confiscation victorieuse? O mânes de Lamartine pour les riches, ô mânes de Proudhon pour les pauvres, mânes des plus obstinés ennemis de la Pologne, répondez à Barbès qui n'est plus que la statue muette de la Vérité!

J'en reviens encore à l'ordre de l'affranchissement humanitaire. Les vases sacrés, les calices de communion, — comme le symbolisait si admirablement le patriotisme révolutionnaire des Hussites, — ces calices dans lesquels l'humanité se répartit, s'assied, s'équilibre et se sanctifie pour se *personnaliser*, et ainsi responsablement mériter ou démériter de la Justice sociale qui, pour notre entendement, est le seul règne compréhensible de Dieu ici-bas — ce sont les nationalités. Voilà comment le patriotisme résume toute religion sur la terre. Cette incarnation de la Justice ne peut s'accomplir ni dans les *tribus*, matière encore inorganique des races; ni dans les *races*, chaos cosmique de l'humanité; ni dans les *États*, selon le sens du Vieux Monde, ligatures orthopédiques de l'humanité, quand celle-ci passe aux invalides : ce n'est que dans les *nationalités* historiquement et organiquement dégagées du chaos cosmique, providentiellement achevées, responsablement *personnalisées* et embouties par les siècles, comme les arêtes orographiques du globe. C'est pourquoi la Justice sociale n'est saisissable et mesurable que dans ces récipients naturellement définis de l'humanité indéfinie ou violentée. C'est pourquoi le socialisme panslavique n'est que le communisme des animalcules dans le chaos; le socialisme des empires, que « panem et circences; » le socialisme cosmopolite, que la dernière dissolution de l'humanité dans la promiscuité de son néant. J'avoue que les *grèves* de tous ces socialismes-là m'intéressent médiocrement, et plus vieux socialiste que mon cher et digne ami le général Hauké, je l'engage à réserver sa sensibilité pour de plus graves. Pour le moment, une seule grève me fait trembler dans tout l'Occident pour l'avenir socialiste du Vieux Monde : c'est celle de l'épée de la Révolution française en présence des épées du panslavisme et du pangermanisme coalisés, qui ne chôment pas.

Eh quoi! vous avez laissé écrouler la voûte des États-Unis-d'Europe dans vos marmites, et vous vous récriez qu'il n'y a plus de soupe dedans? Mais que sera-ce donc lorsque le socialisme russe de MM. Katkoff et Milioutine, poussant devant lui le socialisme allemand de M. de Bismark (vous savez que le socialisme fluide des races n'a jamais assez de place devant ni sous lui) — que sera-ce, lorsque la Justice sociale des Huns pommadés refoulant la Justice sociale des Goths vernis, et tout cela passant par-dessus les muets cimetières « de cette embêtante Pologne, » comme me le disait le grand justicier Proudhon, tout cela renversera dans vos marmites « les murailles qui séparent les peuples du bonheur social?

De 1830 à 1850, au temps de notre folle jeunesse, nous croyions naïvement que *socialisme* voulait dire affranchissement de l'humanité sous toutes ses dimensions, mais en commençant, bien entendu, par les nationalités, et en terminant par l'économie politique, vu que celle-ci ne peut se mouvoir avec justice et puissance que dans un domaine préalablement affranchi de toute servitude internationale. — Nous croyions donc faire du meilleur socialisme en commençant, préalablement à tout, par le déblaiement de cet isthme immense de la Pologne, qui devait joindre la famille européenne à l'incommensurable et inépuisable Asie, et qui, dans l'état actuel du socialisme, n'attache qu'une tête coupée au cadavre de l'antique humanité. — Nous croyions faire de l'excellent socialisme encore, en combattant pour la délivrance des deux autres nations crucifiées, de la Hongrie et de l'Italie, avec autant de dévouement que pour la délivrance de la nôtre; car nous prenions au sérieux la solidarité des peuples dans cette édification des

États-Unis d'Europe. — Nous ne pensions pas non plus travailler pour le roi de Prusse, en achevant de délimiter, précisément contre le roi de Sadowa, dans les champs de Mannheim, de Waghaüsel, de Rastadt, le chaos cosmique de son pangermanisme, en ces deux Allemagnes équilibrées, dont la guerre de Trente-Ans n'avait été que le *fiat lux* génésiaque, et que Sadowa vient de replonger dans leur agglomération chaotique, en les fermant comme les deux battants d'un enfer sans espoir sur le socialisme Latin.

Notre fer n'était pas, Dieu merci, celui des batailleurs, c'était le forceps de tous ces seconds enfantements, par lesquels le Vieux Monde, quoi qu'il fasse, sera toujours obligé de passer, avant de se mettre au pas et au niveau de la liberté du Monde Nouveau, que son histoire et sa géographie ont dispensé de lutter contre les encombrements de son aîné. Le socialisme, c'est-à-dire le règne de la Justice sociale et internationale, était le point objectif de notre stratégie, et ne pouvait être atteint évidemment qu'après que nous l'aurions reconquis sur tous les ennemis des nations et de leurs sociétés.

Là, nous nous comprenions nous-mêmes, et c'est pourquoi nous marchions à travers tous les obstacles, sans hésitation de programme, au but de cette croisade suprême malgré supplices et désastres.

Nous sentant d'accord avec la raison, la justice et la nature, peu nous importait que nos yeux mortels vissent se dresser ou non tel étage d'une infaillible architecture, pourvu toutefois que cette infaillibilité fût assurée par l'érection de son arcade fondamentale, à travers le grand isthme europo-asiatique. Nous n'étions pas impatients de notre solution, parce que nous en tenions la vraie formule.

Mais dès que, prenant les accidents de notre défaite pour un vice radical de formule, le socialisme eut essayé de renverser les termes du problème humanitaire, de sauter à la fin pardessus les moyens, de faire passer l'engraissement des nations avant leur affranchissement, — aussitôt l'impitoyable nature, comme dirait Malthus, s'est chargée de le rappeler à l'ordre, par l'écrasement économique de la société européenne tout entière, dans le mortier des patries privées, sur le marbre du code romain, avec le pilon pangermanique que frappe sans trêve le marteau du panslavisme. Mais ce qu'il y a de plus désespérant pour le socialisme occidental en particulier, c'est que l'historiosophie donnera raison à cet écrasement. — Toutes les déclamations de la sensiblerie humanitaire n'y pourront rien, pas plus que les larmes de crocodile de nos jésuites polonais et leur denier de Saint-Pierre ne rachèteront la servitude du peuple qu'ils ont abêti et stérilisé.

En effet, dans cet écrasement international, la résistance en quelque sorte moléculaire de la propriété microscopique à toute extension du droit social, coupe court à tous les rêves du socialisme. Le code romain, qui à l'envers du code coutumier et historique de la *gmina* slave, a dépécé, dans tous les pays d'origine latine et germanique, la patrie publique en patries privées, et héréditairement consacré ce démembrement absolu, sans interstices, emprisonne de telle sorte les mouvements et les aspirations des masses toujours croissantes des déshérités, que, privées de l'échappement que leur a ouvert chez elle *la démocratie géographique* du nouveau monde, elles n'ont d'autre issue que la mort par lente asphyxie, ou le bannissement. Supprimer ce code, avant de le laisser tomber inconsciemment en désuétude, comme en Amérique, par la concurrence illimitée du « laisser-faire et laisser-passer, » ce serait le comble de l'absurdité; car, dans l'état d'entassement international où est tombé le Vieux Monde, c'est encore le dernier stimulant, la dernière garantie d'activité sociale et de production économique qui survive à l'affaissement de la patrie publique : mieux cela encore assurément, que le communisme russe.

Ce « chacun pour soi, chacun chez soi; tant pis pour les déshérités ! » dernier mot de la civilisation matérielle qui se résigne à toutes les servitudes morales pour durer et reluire à la surface; ce double fatalisme du péché originel et de la malédiction de Noé, codifié par les scribes de Justinien, et transmis fatidiquement à toutes les sociétés poussées sur les ruines du monde romain; cet adage jeté en défi à la justice par les jurisconsultes, est pourtant indiscutable dans ces sociétés ramassées sur elles-mêmes, comme elles le sont et comme elles prétendent y rester.

Les prétentions contraires du socialisme : à jouer à la liberté en prison et à faire de la justice parmi ses geôliers; à associer ses misères de déshérités avec le dynastisme cellulaire et capitaliste; à monter des niches de grèves et de coalitions dans la rue, sous la grêle de Dieu et des fusiliers, contre les abrités qui en rient par leurs fenêtres, — à quoi tout cela peut-il aboutir? — « Toutes les places au banquet de la vie » sont non-seulement prises, mais retenues jusqu'à extinction des générations, et à défaut de celles-ci, par les habiles, à l'exclusion des méritants, comme elles l'étaient au temps de barbarie par les vigoureux à l'exclusion des malingres.

La *patrie-capital* ainsi morcelée s'est tout partagé, a tout pris, tout absorbé, et si elle laisse par mégarde tomber un écu ou une motte de terre, ce n'est pas pour le travailleur, mais pour le coureur de proie qui a meilleures ailes et griffes plus agiles pour s'en saisir au vol. — Les spéculateurs y suppléent les balais, comme les condors dans l'Amérique du Sud, afin que rien n'y traîne pour les affamés.

Quels sont donc les mauvais plaisants qui osent parler de *partageurs nouveaux*, dans des patries où le gibier lui-même ne trouve plus rien à se partager? Quelle illusion que de songer à diviser l'indivisible? — Ce fouillis de patries privées, paie sous toutes les formes une rançon des deux tiers au moins de son revenu à l'*État* qui a remplacé artificiellement la patrie naturelle, totalement démembrée, et qui se charge de veiller à la paix de ce démembrement, soit contre les agitations internes du socialisme, soit contre les ébranlements du dehors. En réalité cependant, ce pacte onéreux n'assure la propriété cellulaire que contre l'agitation interne, car l'*État* toujours plus fort que le socialisme, *n'assure* plus rien du tout encore les *États* voisins, et voici pourquoi :

Non-seulement chaque État peut être renversé par un État plus massif ou par une coalition, mais le sentiment de la patrie collective ayant disparu des nations insensibilisées par le morcellement cellulaire, il n'y a plus d'organisme solidaire; il n'y a plus qu'une chose énorme, très-ingénieuse, très-symétrique, mais purement géométrique et mécanique : cet état, lequel n'agit que par pesanteur et résistance inorganiques. La propriété parcellaire, seule douée d'instinct conservateur, ne se fie à cette pesanteur et à cette résistance que sous bénéfice d'inventaire, et dès qu'elle les voit fléchir sous le poids externe d'une quantité supérieure de budget et de kilogrammes, elle se retire de l'assurance mutuelle, au plus profond de ses cellules. Comme ses ancêtres de la Gallo-Romanie, elle laisse couler les flots de l'invasion par-dessus ses municipes, se nourrissant même pendant quelque temps de ces inondations et n'en prospérant que mieux dans ses trous. — Cela vient de ce que l'invasion externe leur paie pendant quelque temps son écot avec les dépouilles d'autres patries privées, moins versées en économie et moins promptes, par conséquent, à rompre leur assurance mutuelle avec l'État.

Exemple : Paris devenu dans tous ses rez-de-chaussée le bazar universel du monde bien élevé des deux hémisphères, à partir de 1814, c'est-à-dire depuis que les cosaques y ont importé le capital mobilisé de l'Europe; c'est donc un singulier préjugé que de fonder la résistance d'un Etat contre un État plus pesant, sur la résistance des patries privées dans lesquelles il se décompose, mais avec lesquelles il n'a aucun co-sentiment organique.

Il est également avéré que le lendemain de Sadowa, toutes les patries privées de Vienne appelaient les Prussiens dans leurs rez-de-chaussée, avec les capitaux mobilisés par ceux-ci en Bohême et en Moravie, invitant leur État avec une certaine aigreur à déménager au plus vite, pour ne pas gêner et interrompre le jeu régulier de l'économie politique. Cette promptitude de soumission aux premiers arrêts de la Fortune, en attendant meilleure veine dans « ces jeux de la Force et du Hasard, » comme dit M. Guizot, assimile très-justement la science politique moderne à la roulette de Hombourg, qui, pour cela sans doute, est devenue une école si assidûment fréquentée par les plus habiles diplomates et généraux de l'Europe.

Mais, par une contradiction qui n'en est une qu'en apparence, cet égoïsme des patries parcellaires, pétrifiées dans le fatalisme de l'hérédité, est précisément privé de toute prescience héréditaire, laquelle n'est réservée par la justice providentielle que pour la patrie collective, s'il en restait. A la vérité, avec les merveilleux procédés d'anesthésie que l'économie moderne a introduits dans la chirurgie internationale, l'action des guerres même de profonde invasion, agit à peine sur le système nerveux de la propriété privée; il semble donc à celle-ci que, dans le plus mauvais cas, elle n'aura qu'à passer d'une camisole de force dans une autre, d'une compagnie d'assurance pacifique à une autre, ce qu'elle désire seulement faire vite et aux moindres frais possible, afin de rendre à la paix tout le temps et tout l'argent épargnés sur la guerre. De là, cette brièveté des guerres de Waterloo et de Sadowa, vrais types des guerres civilisées. Surtout si le vainqueur a soin de ne se faire payer par les patries privées de l'État vaincu, que ses déboursés avec une indemnité raisonnable de déplacement, et à plus forte raison si par compensation il indemnise leur amour-propre froissé avec les dépouilles des patries récalcitrantes, tout semble aux favorisées, pour le mieux dans la meilleure des défaites possibles. Mais aussi, avec la sensibilité et la solidarité sociale, transférées du patriotisme à l'économie politique, la défaite d'un État ne se mesure plus à l'amoindrissement seul de sa surface, comme elle se mesurait autrefois pour la patrie organique; de sorte qu'un État peut rester une aussi vaste collection de patries privées qu'il était avant Waterloo ou Sadowa, et pourtant se trouver précipité sur la pente d'une décadence et d'une ruine bien plus irrémédiables que ne l'était la patrie publique de Rome, au lendemain de la bataille de Cannes.

Or, le châtiment imposé par la Justice providentielle à l'égoïsme et à l'isolement héréditaire des patries privées, c'est précisément de ne leur laisser que l'impression de l'actualité et des résultats immédiats; c'est de leur ôter

toute perspicacité et toute prévoyance, avec toute vertu de sacrifice. Le chef du patrimoine cellulaire ou spéculatif, qui s'imagine avoir acquité la rançon de sa postérité à un vainqueur bénin, est inapte dans sa séquestration économique à concevoir qu'il vient de vendre le patrimoine de la génération suivante, de la troisième au plus tard, pour assurer à la présente une sécurité précaire et déjà contestable. Il lui reste tout au plus la vague inquiétude d'un marché mal fait pour lui-même, ce qu'il traduit en se calfeutrant encore davantage dans sa cellule et en criant à l'État de bien le défendre contre le socialisme, lui pardonnant à ce prix les batailles promptement perdues et les défaites promptement signées. Père dénaturé! économiste de la poule aux œufs d'or! Mais sous ce rapport, le socialisme déshérité par la loi n'est pas moins imprévoyant et aveugle que les pères qui déshéritent leur postérité par de lâche traités diplomatiques; le socialisme continue donc de réclamer sa part impossible de patrie privée, de la réclamer plus fort encore dans l'État amoindri et qui plie sous l'hypothèque, qu'avant cet amoindrissement international. Ces deux impuissances rageuses, également déraisonnables, amènent dans tout État humilié hors de ses frontières, une fièvre chronique de guerre civile, qui achève de détruire les traditions de la patrie publique, et diminue d'autant l'aversion pour le joug étranger. Alors arrive le jour fatal où, moyennant encore une ou deux victoires bien réglées, bien civilisées, l'étranger n'aura plus qu'à se substituer à un État devenu également indifférent aux deux partis, aux deux étages d'une société organiquement désagrégée de fond en comble.

Est-ce à dire que la justice sociale soit inconciliable avec le démembrement héréditairement parcellaire du capital-patrie?

Elle me semble absolument inconciliable avec ce démembrement dans les conditions politiques du Vieux Monde, par deux fois déjà victorieux de la Révolution française : en 1815 et en 1849, et auquel il ne reste plus qu'une troisième bataille à gagner; elle me semble absolument inconciliable avec le cadastre par états, empires ou royautés de l'Europe actuelle; elle le devient chaque jour davantage, à mesure de la plus pesante, gênante et ruineuse agglomération de ces machines automatiques par *races*, lesquelles leur donnent toutes les aveugles et inconscientes impulsions de la barbarie enrégimentée. En cet état de choses, toutes les écoles socialistes ont également tort, depuis celle qui voudrait abolir le droit de propriété héréditaire, dernier palladium d'une société ainsi assiégée par ces agglomérations, jusqu'à celle qui se borne à réclamer l'association avec dividende proportionné à la mise de fonds, entre le paupérisme et la Banque de France. Toutes les fois que j'entends faire de ces propositions-là par mes co-vaincus de 1849 à nos vainqueurs, j'en rougis pour notre fière république des Gueux; et bien que, perpétuel réfugié errant, je ne sois, depuis 38 ans, locataire de mon garni que par tolérance de MM. les Préfets de police, je me sens tenté, autant par dépit que par respect pour la logique, de me mettre du côté de MM. Thiers et Rotschild.

Considérant que le budget de tout État se compose de deux parts négatives par rapport au capital productif, c'est-à-dire de tout ce qu'il lui enlève, plus, de tout ce qu'il l'empêche de produire, les socialistes affirment avec raison que ce mode d'assurer la propriété cellulaire contre les sinistres internes et externes, appauvrit le Vieux Monde des deux tiers de sa substance. Mais où les socialistes cessent non-seulement d'avoir raison, mais d'avoir le sens commun, c'est lorsqu'ils réclament la restitution de cette substance par l'État à la société, sans rien déranger dans le cloisonnage international de l'Europe actuelle. Ils demandent la suppression des gouvernements, des armées, des sinécures, de tout ce qui dévore sans compensation les produits du travail, à la charge de maintenir ce même travail en servage vis-à-vis du capital morcelé et l'État en équilibre d'état de siége, vis-à-vis des états de siége environnants; c'est-à-dire qu'ils demandent que chaque violence laisse crouler sur elle les violences voisines : mais à laquelle de commencer?

Tous les peuples de l'Europe, slaves et allemands les premiers, restant menacés d'un écrasement panslavique et pangermanique d'un côté, tandis que le Nouveau Monde ne songeant qu'à soi, les menace d'un universel blocus maritime du côté opposé, c'est le premier qui désarmera, sur lequel croulera nécessairement la masse accumulée de tous les autres.

Il n'y a donc réellement rien à économiser sur ces piliers ruineux, branlants et parasites, mais qui seuls encore arc-boutent matériellement ces périlleux édifices et prolongent leur maintien en volume et équilibre quelconques. Abattre les piliers, même d'une prison, avant d'en être sorti, ce n'est pas le moyen d'en sortir.

En outre, les socialistes ont tort de se figurer que la restitution à la circulation sociale des revenus absorbés par l'État, dans les limites mêmes de cet État, profiterait sensiblement au prolétariat, les périls et les gênes politiques extérieurs restant les mêmes. C'est tout au plus si, dans de pareilles limites, la rentrée de ces revenus dans la circulation servirait à engraisser la propriété cellulaire. Or, le cadastre de celle-ci étant parachevé, et ses mutations ne changeant rien à l'étendue donnée du sol, la masse déshéritée étoufferait encore plus par comparaison au milieu de propriétaires gras, qu'au milieu d'amaigris, et le travail suerait autant pour n'engraisser supplémentairement que des propriétaires, que pour faire vivre modérément et ceux-ci et l'État.

Si, dans le Nouveau-Monde, le prolétariat est à peu près inconnu hors de New-York, ce n'est pas à cause de la continence du budget d'État, qui y est toujours ce qu'il est nécessaire qu'il soit; mais 1° parce que la production et ses échanges n'étant comprimés ni contrariés nulle part d'un Océan à l'autre ni par delà, le salaire de chaque travailleur y est pris sur l'intérêt d'un capital illimité et inépuisable; 2° parce que, à ces dividendes illimités, correspond une multiplication également illimitée de producteurs.

Il en sera de même dans le Vieux-Monde, lorsque les espaces seront ouverts à sa libre activité et que des nations entières de producteurs ne seront plus pacifiquement fauchées par le tsarisme! — pas avant.

En effet, passez l'Océan et voyez ce Monde Nouveau, auquel d'abord des conditions particulières de formation et de géographie avaient permis de faire abstraction de toute politique internationale, mais qui, au premier obstacle de cette nature qui s'est dressé sur son chemin, n'a pas hésité à mettre toute son existence en jeu pour le briser : tant il sentit qu'existence et liberté absolue d'extension et de mouvement ne faisaient qu'un pour lui! Voyez ces États-Unis que ne refoule pas sans cesse sur eux-mêmes le blocus d'agglomérations plus pesantes que la leur; cette Amérique du Nord sur laquelle une Pologne démembrée ne laisse pas crouler perpétuellement, comme une avalanche de rochers de Sysiphe, les masses inertes des Mongols, des Slaves, des Germains : meules d'autant plus écrasantes qu'on les a mieux tournées, cannelées et savamment cerclées ensemble, d'après toutes les régles de l'industrie civilisatrice. C'est à peine si cette société élastique comme l'air, se rappelle, sans l'avoir pourtant aboli, sa loi romaine d'hérédité parcellaire. Le mouvement perpétuel de ses molécules à travers ces cloisons devenues en quelque sorte abstraites, ce mouvement que nul blocus n'entrave, que nul empire n'enchaîne, que nulle invasion n'inquiète, modifie sans cesse le cadastre des patries privées, et les volatilise pour ainsi dire en capital relativement universel, où le travail puise et s'abreuve à peu près dans la mesure de ses forces respectives. Ce n'est pas encore la Justice absolue, il s'en faut, mais ce n'est plus un obstacle pour y atteindre.

Le roulement pour ainsi dire mercuriel des signes de possession, bien que livré au gré du hasard et de la prestigiditation, cette application perpétuelle *du système de Law*, empêche du moins les sédiments de la propriété patricienne et de la féodalité industrielle de barrer le passage à la circulation du capital public. — Je crois que ce mode vertigineux de circulation dont toute morale et toute équité sont absentes, serait encore plus funeste et impitoyable à notre tempérament slave, que l'ossification de la propriété dans les cellules héréditaires des Latins et des Germains. Avec cette faculté de volatilisation, notre patrie-capital passerait bien vite, réduite en atomes, mais tout entière, aux mains des Juifs et des Allemands, beaucoup mieux outillés que nous par la nature, pour ces curées de la glèbe et ces chasses au faucon, où bon œil et griffes crochues suppléent tous les autres instruments de travail.

C'est pouquoi la loi fondamentale de toute patrie slave doit être l'indivisibilité et l'inaliénabilité de son capital foncier; mais je ne puis m'empêcher de reconnaître que pour les autres races, et particulièrement pour la race anglo-saxone, la libre mobilisation du capital-patrie n'a pas les mêmes inconvénients et est, d'autre part, un stimulant sans pareil d'activité et de production, sauf à ne faire de l'homme que le plus prodigieux insecte producteur du globe. C'est une justice négative que rien n'empêche de devenir positive, à la condition que les justes s'entendent entre eux, ce qui du reste est bien autrement rare et difficile que la fraternité des coquins.

En Amérique, la spéculation brouillant le travail, l'agio sur le capital ainsi mobilisé ne cesse pas d'être une arme passagère de l'habileté contre le mérite, mais l'argent devient, du moins dans ce tourbillonnement, un véhicule distributif, mettant sans cesse par seconde main la richesse de l'habile à la portée du méritant.

Dans notre Vieux Monde, au contraire, les dés de l'échange sont toujours envieusement pipés par la première main qui y touche et lestés de façon à ce qu'ils ne sortent pas de leur cellule héréditaire, ou se croyant telle.

La raison en est qu'en Europe, hors de cette cellule, la propriété et ses signes se sentent perpétuellement inquiétés, menacés par des perturbations internationales, qui ne troublent pas l'audace et la confiance des joueurs américains, toujours sûrs, ou à peu près, de ressaisir au moins leur patrimoine par équivalence, ayant tous également pour eux l'espace et le mouvement illimités. — En un mot, en Europe, les capitaux se cachent, et en Amérique ils se montrent autant qu'ils peuvent au

travail; ici se pétrifiant chaque jour davantage dans l'idolâtrie matérialiste et stérilisante des patries privées, — là-bas convertissant chaque jour davantage cette religion en pur symbole, sans néanmoins l'effacer de leur code. C'est donc dans cette direction transitoire probablement que s'élancerait d'abord le socialisme latin et germanique, avant d'adopter ou non le code distributif des *gminas* slaves, le jour où il ne serait plus comprimé par la politique officielle et l'écrasement international du Vieux Monde. Pour avoir rencontré dans les *gminas* slaves un autre mode de distribution des produits, il n'en sera pas moins libre d'y puiser tout ce que son travail licite et productif voudra et pourra lui départir de richesse. S'il s'en accommode, il y restera; sinon, il les traversera comme un *placer aurifère* qu'il ne saurait emporter ailleurs, mais dont il aura tiré tout ce qui s'y trouvait de mobilisable dans la mesure de son travail, et il passera sa pioche à d'autres amateurs.

Et que, dans ce parallèle entre l'Ancien et le Nouveau Monde, l'on ne vienne pas nous objecter le vide florissant qu'ouvrira encore pendant deux siècles et plus l'Ouest américain aux pionniers de la nouvelle Angleterre; car un vide symétrique, bien autrement vaste et bien autrement florissant, s'ouvrirait aux États-Unis d'Europe à travers la Slavie sur l'incommensurable Asie, jusqu'aux rives opposées de ce même Océan Pacifique, dès que le mur chinois du tsarisme cesserait de leur en interdire l'accès.

Les remords hypocrites du socialisme occidental auront donc beau faire, beau se retourner, beau se boucher l'entendement : c'est toujours au *déblaiement préalable* de l'isthme polonais avec l'épée qu'il lui faudra en venir, pour passer de ses convulsions stériles à sa phase d'évolutions organiques. On peut donc affirmer, l'histoire du Nouveau Monde en main, que le code romain de la propriété parcellaire et héréditaire n'est pas une barrière infranchissable à la justice sociale, pourvu que cette justice ne rencontre pas plus d'entraves internationales et oppressives dans son élan illimité, qu'elle n'en rencontre en Amérique, depuis le défrichement de l'esclavagisme du Sud, qui était dans cette région du monde l'éclipse et le barrage auxquels, dans l'Ancien Monde, correspond économiquement le tsarisme panslavique.

Si la liberté politique et économique des États-Unis d'Amérique n'y a pas introduit notre *gmina* polonaise, c'est-à-dire une application immédiate de la justice mathématique à la répartition des produits du capital indivis de la patrie, c'est que ce mode d'application ne convient pas au tempérament de la race anglo-saxone et à ses traditions éducatrices. Mais le jour où il conviendrait à une portion quelconque de ces États (en européen lire nation) de réintégrer dans son unité le territoire de cette portion, pour l'affermer perpétuellement par ateliers agricoles et industriels aux communes, rien absolument dans la constitution américaine ne s'y opposerait. *Exemple :* l'excentricité bien autrement perturbatrice des Mormons, puis de cent autres espèces ou degrés de communismes qui ne sont tombés, que parce qu'ils méconnaissaient tous la loi de la Justice distributive selon la capacité et les œuvres.

(La suite au prochain numéro).

Louis MIEROSLAWSKI.

DES PARTIS POLITIQUES EN POLOGNE

(Suite).

Notre idéal politique

« Tout découle de la loi fondamentale de la nation sur la propriété et la possession. — Une fois cette loi définie, demander quel sera le régime gouvernemental et social d'une chose aussi foncièrement *publique*, c'est s'inquiéter du volume et de la hauteur d'une pyramide régulière, dont la base et l'inclinaison des arêtes sont données. »

L. Mieroslawski.

En effet, représentons-nous un État fondé sur le principe sérieusement démocratique, avec des citoyens réels, libres *de fait*, et non-seulement dans les paragraphes d'une constitution d'apparat; *égaux* autant socialement et économiquement qu'on les déclare égaux sous le rapport politique. Représentons-nous un tel État anti-dynastique, anti-féodal, anti-bourgeois : peut-on avoir des doutes sur son organisation politique?

Dans un pareil État, le *pouvoir législatif* peut-il appartenir à quiconque, sinon au peuple ou à ses mandataires?

Le *pouvoir administratif,* dont le but est de réunir, garder et distribuer les biens publics, peut-il être confié à d'autres qu'aux élus du peuple, responsables de ses actes devant lui?

Le *pouvoir judiciaire* (à supposer qu'on en ait besoin dans un État où, faute de mendiants et d'abrutis, — les voleurs, les assassins et les escrocs ne seront que sous la haute surveillance des hôpitaux et des établissements d'aliénés?), ce pouvoir agissant dans le cercle prescrit par les lois de la volonté nationale, peut-il demander son investiture ailleurs qu'au peuple souverain?

Quant au *pouvoir exécutif*, la question même serait étrange, si l'on ne pouvait la poser un peu différemment : — Dans un tel État, a-t-on besoin d'un pouvoir exécutif?

Pour que nous puissions résoudre cette question, il faut nous rendre un compte exact de ce qu'est le pouvoir exécutif du régime actuel. Ce pouvoir a partout pour mission la défense de l'État à l'intérieur et à l'extérieur; ses organes sont donc : la magistrature (ou l'état civil), la police, la gendarmerie, la troupe, la flotte et la diplomatie, chacune munie d'une instruction spéciale émanant du centre politique représenté par un monarque, un président ou un conseil d'État.

L'état civil, sous le régime actuel, constitue une partie intégrale du pouvoir politique; sans lui, l'action de ce pouvoir devient illusoire. — Il vient de naître un enfant, ou de mourir une femme, la magistrature doit en faire un acte; — cela n'est pas du tout indifférent au pouvoir : il s'agit des « impôts directs. » — Vous allez vous marier ou vous divorcer, la magistrature reparaît sur la scène; il vous faut son autorisation : l'affaire touche à l'héritage, — c'est de l'impôt sur mobilier. Quoi que vous fassiez, vous trouverez toujours la magistrature sur vos pas : vous achetez un hectare de terre : impôt foncier; — vous construisez une baraque dans la forêt : impôt immobilier; — voulez-vous vous faire médecin : payez votre diplôme et la taxe sur la profession à exercer; — simple manœuvre, vous ne lui échapperez pas non plus, il lui faut votre livret d'ouvrier...

Dans la démocratie sociale, l'État ne fait ses comptes qu'avec les communes; son budget dépend des produits communaux, et il n'a rien à s'occuper de l'individu sous le rapport social et économique. La magistrature cesse donc exister comme une partie organique du pouvoir exécutif; elle devient une simple institution administrative et statistique de la commune.

Passons à l'autre organe du pouvoir exécutif actuel, la police.

Son but est de surveiller l'exécution des lois; par conséquent les États anti-sociaux de notre temps ne peuvent aucunement se passer de la police. — Les plus crédules ne soutiennent plus que les lois sont écrites *pour* les citoyens; composées sur la récepte du droit romain, elles n'ont en vue que l'État, être abstrait, luttant contre les individus qui peuvent trouver son fardeau par trop pesant, ce qui veut dire : *contre* tous les déshérités, *contre* 99 sur cent, au profit d'un centième de la population possédant.

Ainsi la police est la base, le fondement des États actuels. Sa « mission » consiste à surveiller, à découvrir et à paralyser tous les complots possibles de la majorité déshéritée, du prolétariat, qui pourrait nuire à la minorité, à cet unique soutien de l'État contemporain; tout comme les gendarmes, les gardes nationaux, etc., ont à couvrir de leur poitrine cette même minorité, Benjamin de l'État, contre la révolte ouverte des prolétaires affamés. — Certes, messieurs de la police ne sont pas des oisifs; ce n'est pas à eux qu'il manquerait du travail!...

Mais que le prolétariat vienne à disparaître, que tous les citoyens deviennent hommes à vie assurée par le travail, et la police de toutes nuances, secrète comme avouée, armée comme celle de la baguette à la main, deviendrait une criante absurdité.

En vérité, ne serait-ce pas du suprême ridicule que de garder une force à part pour protéger toute la nation contre des individus isolés, parmi lesquels les voleurs et les brigands n'agiront pas, comme de nos jours, par nécessité, par fanatisme ou l'ignorance (calmées, sinon anéanties par instruction gratuite et obligatoire), mais exclusivement pour se procurer du plaisir de voler et de verser du sang, c'est-à-dire uniquement par suite de dérangement dans le cerveau? — Evidemment le rôle de la police dans un tel État se bornera à protéger l'individu contre la haine personnelle, contre la vengeance, contre les passionnés et les malades. Elle cessera donc de fonctionner comme une institution d'État, et deviendra tout bonnement une gardienne de la vie individuelle et des biens communaux, au solde de cette même commune et de ses membres.

Ainsi, de toutes les institutions composant l'organisme du pouvoir exécutif actuel, il ne nous reste que celles qui sont destinées à la défense de l'État du dehors (1). Notre question change donc d'aspect; nous nous demandons : un État de la démocratie sociale a-t-il besoin d'un pouvoir politique pour défendre son existence du dehors? et jusqu'à quel point peuvent s'étendre ses forces défensives?

Naturellement, il n'y a pas de réponse catégorique sur une question ainsi posée. Sa solution ne dépend plus de l'organisation intérieure de l'État, mais exclusivement de la qualité et de la force de ses voisins.

L'armée et la marine sont destinées à garder les frontières; la diplomatie, à surveiller ce que médite le voisin dont on se méfie. La force respective de chacun de ces organes se prescrit par le degré du danger. — Ainsi, les *démocratiques* États-Unis de l'Amérique du

(1) La plupart des gouvernements qui ornent notre Europe se sont accaparé de la gestion des finances, des voies de communication, des écoles, etc. Faut-il dire que cette usurpation n'est fondée que sur le droit du plus fort? que toutes ces institutions font partie de l'administration nationale, de laquelle, selon la logique, le pouvoir exécutif doit demander le montant de son budget admis par le pouvoir législatif?

Nord, tout comme *l'aristocratique* Grande-Bretagne, ont réduit au *minimum* leurs troupes de terre, parce que tous deux n'ont presque rien à redouter de ce côté, et même, si les Américains n'avaient pas à se défendre des Indiens, si les Anglais avaient renoncé à la conquête des Indes et à la soumission des nègres de l'Irlande, ces deux pays pourraient facilement se passer complétement de leur troupe de terre. Ils n'ont à redouter qu'une invasion maritime; — et voyez leurs flottes!

Quant aux monarchies continentales de notre chère Europe, si chacune d'elles ne croyait avoir «une mission providentielle» à accomplir, portant sur les pointes de ses baïonnettes *sa civilisation* à elle... Non! tout de même, elles auraient *une civilisation* à propager à l'intérieur...

La Pologne de l'avenir, si elle doit renaître par la sueur et le sang de sa démocratie à elle, — la Pologne n'aura besoin d'un pouvoir politique qu'autant qu'elle y sera forcée par ses voisins.

« Nous considérons le côté politique de l'idéal démocratique, avons-nous dit dans le n° 11 du *Peuple polonais*, — que comme « une cuirasse » destinée à abriter et à défendre l'ordre social qu'on veut créer, contre ses ennemis intérieurs et ceux du dehors, autant contre leurs intrigues que contre leurs forces brutales. — Périssent ces ennemis, et la *cuirasse* sera remise dans l'arsenal de l'histoire européenne! »

Représentons-nous la Pologne entourée d'États sérieusement démocratiques et sociaux tels que la Pologne de nos vœux, — des États préoccupés à ne tirer d'eux-mêmes que la plus grande prospérité matérielle, morale et intellectuelle, — contre qui et quoi nous défendraient les soldats et les batteries flottantes? Nos ambassades et consulats ne se transformeront-ils pas nécessairement en factoreries d'échange des produits nationaux? et la « cuirasse » sera tombée...

Mais si, par impossible, une telle Pologne, ainsi délivrée de son joug quintuple, devait coudoyer une sainte Russie, une Autriche immaculée et une Prusse civilisatrice, — hélas! la Pologne démocratique et sociale aura soin de se créer une organisation politique pouvant lui procurer le *maximum* des citoyens armés pour la défense commune; même on ne renoncera à la diplomatie, d'une autre stature, il est vrai, et d'un genre nouveau : tout Polonais habitant le territoire voisin fera partie de ce « corps diplomatique... »

Pourtant, si l'existence et la force d'un tel pouvoir ne dépend qu'indirectement de notre démocratie, la sagesse nationale n'en consistera pas moins en ce que, élevant au *maximum* sa force défensive vis-à-vis de l'étranger, on réduit au *minimum*, sinon à zéro, le danger d'une telle force pour les libertés acquises.

Certes, dans des conditions où toutes les données sont inconnues, il serait au moins puéril de parler des détails de cet idéal politique. Mais les principes fondamentaux de notre doctrine suppléent à la triste expérience des révolutions contemporaines, et nous donnent certains indices pour deviner, sinon pour définir ces *inconnues* de leur problème.

Ainsi, nous savons bien que le soldat citoyen est moins dangereux pour la liberté que le soldat mercenaire; le soldat novice, moins que le soldat expérimenté... Et nous voilà osant affirmer que, dans la future Pologne, devrait-elle être entourée d'une vingtaine de Bismark et de Catherine, il n'y aura pas d'armée permanente, et ses frontières ne seront gardées que par une jeunesse armée et toujours renouvelée.

Nous savons que le sang enivre et que l'esprit troublé cherche de la gloire n'importe sur quel champ; chez chaque soldat, dès qu'il se rend compte de sa profession, naît l'ambition, et il est prêt à tout pour satisfaire cette passion cardinale d'un « homme sous arme... » Et nous voilà convaincus que si la Pologne avait même besoin de cadres militaires, il n'y aurait dans son armée ni grades, ni décorations, ni récompenses; il n'y aurait qu'un triste devoir à accomplir.

Nous savons que chaque pouvoir excite la passion de dominer, et une domination sans fins ni lois... La Pologne de l'avenir devra, d'un œil jaloux et méfiant, contrôler son pouvoir politique aussi longtemps qu'elle en aura besoin.

Mais un contrôle n'est sérieux qu'autant que ce pouvoir est responsable, et il n'y a pas de responsabilité sans amovibilité... Aussi, avons-nous besoin de préciser la *forme du gouvernement* dans la future Pologne sociale et démocratique?

« La souveraineté du peuple ne cesse d'être une illusion que dans la démocratie, dit le Manifeste de 1836. Non pas une partie de la nation, mais bien la nation entière devient le législateur du pays. — Ce n'est que sous le régime démocratique que *le pouvoir élu par le peuple* pour faire exécuter ses lois, *ayant cessé d'être conforme aux besoins* et à la volonté de la nation, **peut être destitué sans des secousses violentes.**„

La définition du régime nous paraît claire comme le jour; le Manifeste supplémentaire de 1845 ne tient pas moins à mettre les points sur les *i* :

« Là, où tous les habitants majeurs sont des *citoyens* politiques, sociaux et économiques, là il y a évidemment **une république.** »

Désormais, des doutes seront autant d'outrages : la démocratie polonaise n'admet que le régime républicain comme seul compatible avec une organisation populaire. La Pologne ressuscitée par la démocratie ne sera qu'une république démocratique et sociale. Quant aux détails, ils ne dépendront que des circonstances.

Une Pologne, par exemple, ayant une Russie à droite, une Prusse à gauche, une Autriche à ses talons et une France dans le lointain, — emprunterait probablement aux Américains leurs présidents. Si, à la place des czars et des Bismark, elle avait pour voisins des Suisses, russe et allemande, — le pouvoir collectif d'un Conseil d'État serait une institution plus désirable à la démocratie, et si nos voisins savaient vivre conformément à la vie que nous espérons et désirons pour notre patrie, — notre peuple, peut-être, pourrait-il se passer de toute *cuirasse*...

C'est ici que nous serions tentés de terminer la définition de notre idéal politique, si nous ne savions combien il est insuffisant pour les *politiciens* de la démocratie de notre triste époque translative. — Bourdons aux petits soins de leurs républiques bourgeoises, se dispersant au premier souffle, ils se sont persuadés que si leur petit idéal leur glisse entre les mains, cela ne tient à ce que le peuple « n'y voyant que le changement de forme, reste indifférent autant à leur naissance qu'à leur perdition » (aux yeux de la démocratie politico-bourgeoise, il n'y a que des socialistes qui peuvent le penser); dans la courte durée de ces républiques, ils accusent le césarisme (qui n'est que la bourgeoisie militante, entre nous soit dit!) et le système de la *centralisation*...... Tout le mal est là, selon eux. On n'a qu'à proclamer l'autonomie des 89 départements, et la France devient les « États-Unis d'Europe, » — une Suisse sans Guillaume Tell!... Eh bien, et puis? — Mais il n'y a pas de *puis* pour les *politiciens;* une fois cette idée conçue, ils vont les yeux bandés : *Vive la décentralisation!* tout est là.

Nous en convenons, la Suisse est quelque chose; mais ignore-t-on qu'il y a dans cette Suisse républicaine des cantons où l'on fouette sur les places publiques des gens manquant de respect au pape, et que le Conseil fédéral n'y peut rien?... — Qu'importe; vive la décentralisation!

Qu'à Fribourg et au Tessin, les jésuites (bannis de la Confédération par la constitution fédérale), devenus maîtres du pays, prêchent, comme il y a trois siècles, que « tous les moyens sont bons pour plaire au ciel...» — C'est égal; vive la décentralisation!

Mais à Bâle, on fait la chasse aux ouvriers... A Genève même, à cette « Rome de l'intelligence, » selon Garibaldi, on tremble tellement devant le spectre du *heimathlosat*, qu'on y arrive aussi, de temps à autre, à la petite chasse aux étrangères enceintes... — Bagatelle que tout cela; il n'y a que la *décentralisation* qui puisse sauver le monde!

De nos jours, se déclarer partisan de la propriété individuelle, c'est faire preuve de bon sens et de vertu civique (sans parler d'autres faveurs); être monarchiste, c'est se faire tolérer, mais manquer de dévotion au système *décentralisatenr*, c'est se condamner au rôle du protestant sous Philippe d'Espagne. — La *décentralisation*, mais c'est l'évangile de l'époque; pas de salut à celui qui n'y croit qu'à demi!...

Notre Association démocratique fut mise plus d'une fois à *l'index* pour son manque de foi sous ce rapport.

Soit; il faut s'expliquer. Parlons du *système.*

Sommes-nous pour la *centralisation* ou pour la *décentralisation?* — Comment faire : nous sommes pour l'une et pour l'autre...

« Ah, les jésuites! » nous crie le lecteur indigné. — Mais espérons aussi qu'il y a un lecteur attentif qui, rien qu'à la lecture de ce que nous avons dit, en a déduit lui-même que notre république se base sur le principe de la mixtion de deux systèmes déclarés irréconciliables. — Oui, la république de notre démocratie n'est qu'une fédération des communes sous le rapport social et économique; tandis qu'au point de vue exclusivement politique, elle a l'hérésie de vouloir n'être qu'*une et indivisible*.

« Sous le régime basé sur l'égalité, tous (les citoyens) n'ont qu'un intérêt commun. Pas de divisions possibles, il n'y a que l'*unité.* »

C'est ainsi que s'est exprimé le Manifeste de 1836. — Celui de 1845, toujours plus positif, y pose son sceau :

« La république indivisible, déclare-t-il, n'ayant qu'une seule idée, qu'une seule volonté! »

Amen. — Tel est l'idéal politique élaboré par notre démocratie. C'est à prendre ou à laisser : nous ne saurions ni en comprendre, ni en accepter un autre. Tel qu'il est sorti de notre vie historique dix fois séculaire, bon ou mauvais, nous le garderons.

Il n'y a cependant pas à désespérer; il ne manque pas à notre démocratie aussi de gens *à la mode*.

Ayant entendu, comme quoi une partie des Français n'attribue la réapparition du bonapartisme, précédé d'une *section césarienne* de la république, qu'au système de la centralisation, nos progressistes aux abois se sont tenus pour avertis. Loin de rester en arrière, nos Français du nord ont surpassé leurs maîtres,

suivant le vieux dicton : Plus catholique que le pape.

Ces Français, par exemple, tout en gesticulant sur les bienfaits d'une décentralisation absolue, ne sont pas cependant parvenus à diviser leur France en pays des Gaulois, des Celtes, des Goths, des Normands, des Francs, des Austrasiens, des Neustrasiens etc., etc. — Et les nôtres ont réussi à trouver en Pologne deux peuples distincts, puis trois..... quatre enfin..... L'appétit vient en mangeant, à force de recherches, ils en découvriront bientôt, à n'en pas douter, une dizaine encore. — Avec cela, il n'y a pas à dissimuler, tout cela est vrai : ces peuples sont de la réalité... historiquement parlant ; on n'a qu'à consulter les chroniques du moyen âge...

Le lecteur nous permettra cependant de ne parler de ce côté de notre question politique que dans le chapitre suivant, *sur nos frontières*.

S.

(*A suivre*).

CORRESPONDANCE DE LA ROUMANIE

Il nous arrive sans cesse de lire dans les journaux allemands et polonais des nouvelles de Bucharest que personne dans le pays n'a jamais ni entendu ni vu. Un correspondant, signant ses lettres d'un □, se fait surtout distinguer sous ce rapport. Il est donc de mon devoir de vous faire connaître avant tout les hommes gouvernant le pays.

Je passerai cependant sous silence MM. Duka, ministre de la guerre; Bocreske, de la justice; Galesko, des finances et de l'instruction; pour ne parler que de deux types principaux, de deux conducteurs, positifs et négatifs, dont la pile électrique est, ou doit être, le Hohenzollern.

Le premier c'est M. Ghika, ministre des affaires étrangères, homme d'une constitution athlétique et d'une mutabilité plus athlétique encore. — Le 11 Février, lors du renversement du gouvernement de Couza, il a su se fourrer dans la régence, bien qu'il n'était pour rien dans la conspiration, et il est parvenu même à une certaine popularité en pressant contre son cœur des marchands dans les rues, et criant avec les autres : « Vive la liberté! à bas les tyrans! »

Tel est l'homme qu'a rencontré sur son chemin M. Kogolinceano, ministre de l'intérieur, personnage d'habileté incomparable, d'une audace politique, d'un caractère entreprenant et d'une persévérance infatigable. M. Kogolinceano est un Roumain aimant son pays avec dévouement. La lutte donc entre ces deux hommes est acharnée sous le manteau d'une parfaite amitié. C'est de là que viendra la future crise qui n'est peut-être que trop prochaine.

Vous avez lu probablement la lettre ouverte de Safeta, répondant aux aspirations des Roumains pour s'affranchir de la tutelle consulaire des puissances protectrices? L'accident Dunin a beaucoup de rapport avec cette lettre.

Kogolniceano se trouvait à la tête des hommes qui ont travaillé sur les lois constitutionnelles des Principautés-Unies. On y trouve un paragraphe traitant de la *capitulation*, et si ceux qui ont confirmé cette constitution avaient réfléchi, certes le paragraphe en question aurait été supprimé. Or, chaque fois que M. Kogolniceano parvient au pouvoir, on est sûr qu'on en usera.

Dunin, par son imprudence, a servi de prétexte pour ouvrir la lutte sur ce champ. Une fois la lutte commencée, je ne doute pas que ce soit le ministre qui en sortira vainqueur; en tout cas il a fait un grand pas. Il faut reconnaître que M. Kogolniceano sait bien profiter de l'occasion. Dunin, pris en flagrant délit (?), fut transporté au delà du Danube, et tout embarras international tomba sur les bras de M. Ghika. — M. Kogolniceano ne demandait pas mieux. Au contraire, il se mit encore à exciter M. Mellinet (consul de France), tout en intriguant pour que les consuls de l'Italie (au commencement), de la Prusse et de la Grèce ne soutiennent pas ceux de France, d'Angleterre et de Russie.

Pour le moment l'affaire se trouve arrangée, mais soyez sûr, M. Kogolniceano ne manquera pas de la soulever de nouveau. Il travaille à présent sur la réponse à la lettre d'avertissement de Safeta.

M. Dunin est retourné à Bucharest, et toute cette comédie n'a coûté au ministre que 3,500 francs. Ainsi, ce n'est pas lui qui a perdu, et la réputation de M. Dunin en souffre...

Nous avons eu la visite du prince Léopold, frère du prince régnant. Les deux frères ont parcouru ensemble le pays ;— dans quel but? — Pour étudier d'abord la frontière de la Transylvanie; pour y voir si les montagnes et les défilés sont difficiles à franchir; si l'or, le cuivre, le sel et le charbon se font valoir. Voilà ce qui intéressait les deux Hohenzollern.

Immédiatement après le départ du Prussien est arrivé le prince bavarois Otton. Malgré son incognito, la troupe lui rendait honneur, ne fût-ce que pour montrer ses uniformes et ses casques prussiens. On dirait le corps-de-garde du roi Guillaume! — M. Ghika porte aussi les insignes de l'ordre de Hohenzollern-Siegmaringen de 1re classe. — Seul Kogolniceano n'a pas grande dévotion pour ces civilisateurs...

Après le Bavarois, on attend un troisième allemand du Wurtemberg. Que trouvent-ils de bon chez nous? La bière de Bucharest est cependant exécrable!...

Que vous dirai-je encore? Vous avez certainement lu la lettre de M. Armand Lévy à Bratiano, qu'a publié *l'Étoile d'Orient*. Si elle avait pour but de dépopulariser M. Bratiano, on s'est singulièrement trompé : l'on n'est parvenu qu'à un résultat opposé, et cela au détriment des Israélites.

Les troupes sont dans le camp. Le nombre des recrues n'a pas augmenté cette année, et cependant on a jasé sur la guerre. Le journal *Trompeta Karpatilor* (organe de M. Kogolniceano) y a consacré même tout un article, où l'on a lu, entre autres : « Le Roumain n'est peut-être que Français du cœur.»

Tel n'est pas l'avis de M. Bratiano. Ce progressiste et libéral a déclaré le contraire : « La place des Roumains, a-t-il dit, est là où sont les *orthodoxes*. Quand on attaque un peuple orthodoxe, le cœur, la raison et le devoir commandent aux Roumains de prendre son parti et de lui aider, car sa cause ne peut être qu'une sainte cause. »

Le 23 Mai, les Bulgares ont célébré l'anniversaire des apôtres slaves, Cyrille et Méthode. Leur jeunesse travaille sérieusement pour affranchir son pays du joug étranger et de l'ignorance, et les « notables » voudraient le voir au même état intellectuel où il se trouve. Cette jeunesse mérite toute la sympathie des peuples civilisés, et ces *notables* n'ont que celle de la Russie avec le mépris général (1).

Les travaux des chemins de fer avancent avec rapidité, surtout celui de Bucharest à Tchernowitz.

Depuis huit jours, il ne fait que pleuvoir; dans beaucoup d'endroits, la grêle et les tempêtes ont détruit les vignes.

(1) Nous venons de recevoir sur ces faits une intéressante correspondance d'un patriote bulgare habitant Bucharest. Nous la publierons prochainement. Pour le moment, nous remercions fraternellement M. P., son auteur, autant pour sa correspondance que pour ces propositions que nous acceptons avec empressement.

La Rédaction.

SLAVUS SALTANS!

« *Slavus saltans!* Entrez dans la baraque, Messieurs. Voici le roi des sauteurs... Cherchez bien ; vous ne trouverez sous ses chamarrures qu'une âme oblique, fuyante et qui vous glisse des mains. »

Cherbuliez.

Pour répondre à l'article du *Peuple polonais* sur les mésaventures de nos royalistes, M. Tokarzewicz vole en éclat dans sa *Niepodleglosc*, en se tordant, en bouffon consommé, sûr qu'il est des applaudissements de la galerie. Il y prend à partie M. Szczensnowicz, l'insultant en guise de bons mots.

Cela ne nous surprend aucunement; nous y sommes habitués. — Aux calomnies colportées dans tous les antichambres de la bourgeoisie genevoise, M. Szczensnowicz n'a répondu que par le mépris; insulté dans les journaux polonais, il a répondu par la même voie; M. Tokarzewicz n'a donc qu'à inviter ses coassociés de Genève et de Paris à poursuivre leur campagne littéraire en *français*... M. Szczensnowicz ne reculera pas ; il ne se réserve que le droit de dire :

« Après vous, Messieurs les Anglais! »

En tous cas, que nos lecteurs se rassurent; une telle réponse ne se fera pas dans *le Peuple polonais*, créé pour défendre nos principes, et non nos humbles personnalités. — Pour calmer cependant les consciences *patriotiques* de M. l'ex-rédacteur de *Gmina* et de ses nouveaux amis, — nous, traîtres et rebuts de la très-noble *szlachta*, prenant ciel, terre et nos lecteurs à témoin, déclarons solennellement ce qui suit :

« Nous renonçons à jamais de nous porter comme candidats à aucun de leurs comités, sociétés, congrès, diètes et confédérations. »

Cela ne vous rassure-t-il pas, nos chers et nobles compatriotes, des diétines en permanence?

Maintenant, quant au reste de la « Réponse » de M. Tokarzewicz le socialiste, nous n'y relevons que son accusation comme quoi nous avons désigné sous le nom de *frondeurs* la société polonaise « Zjednoczenie, » ainsi que sa question : « D'où vient donc à M. Szczensnowicz un tel acharnement contre le prince Napoléon, Bednarczyk et Tokarzewicz... »

1° Nous repoussons l'insinuation de M. Tokarzewicz d'avoir attaqué le « Zjednoczenie » ; cela n'est de sa part qu'un faux-fuyant d'un homme désirant embrouiller les cartes. Nous reprochons à la société de « Zjednoczenie » (comme à une société) de manquer complétement de tout principe politique, de se laisser influencer par des hommes qui, selon nous, ne le méritent guère; mais nous ne l'avons jamais attaqué dans notre feuille destinée aux étrangers, et cela pour cause : nous y connaissons beaucoup de citoyens honnêtes, lesquels nous sommes sûrs de voir un jour au sein de l'Association démocratique polonaise.

2° Nous n'avons rien contre le prince Napoléon, ne nous sentant pas du *sang français ;* et au point de vue du sang polonais... il serait injuste de l'accuser des projets royalistes dont l'embêtent nos diplomates aux abois. Nous le croyons plus sérieux et plus prudent; nous le croyons incapable d'aspirer au rôle comique d'un Henri de Valois, ni au rôle tragique d'un Maximilien (1).

3° Nous n'avons rien non plus contre M. Bednarczyk que nous ne connaissons pas, et dont les spasmes monarchiques nous ont fait sourire sans nous inquiéter. Notre indifférence à son égard fut telle, que nous ne l'avons désigné que sous le nom de « l'auteur du manifeste royaliste. »

4° Quant à M. Tokarzewicz... L'innocent, victime de notre acharnement! Vous dites que vos exploits

(1) Pour ce qui concerne le dernier projet de *Niepodległość*, le prince Napoléon en est tellement innocent, qu'il vient de déclarer n'avoir pas même soupçonné, avant notre article, l'existence d'un M. Tokarzewicz et de Bednarczyk.

de Genève ne sont qu'un simple hasard? Examinons cela un peu :

Rédacteur d'un journal qui se pare du nom de démocratique, pourquoi avez-vous accepté dans ses colonnes l'article invitant les Polonais à se choisir un roi?

Si c'est dans le but de le combattre, pourquoi ne l'avez-vous pas fait? Y ajouter quelques bons mots, cela n'est pas combattre; vous vous en servez pour ne dire que « bonjour. »

D'ailleurs, passons; — vous avez reconnu vous-même que votre comité vous a réprimandé pour cet excès de *tolérance*, c'est ce qui honore ce comité. — Poursuivons.

Il se trouve ensuite que le dit *auteur royaliste* fait une excursion en Suisse, accompagné du même rédacteur tolérant. — M. Tokarzewicz n'attribue cela qu'au hasard. — Cela arrive quelquefois; passons.

Il se trouve que les dits voyageurs font ensemble une visite (de courtoisie?) à une certaine personne à Genève. — Toujours le même hasard. — N'insistons pas.

Lors de cette entrevue, le royaliste développe sa théorie monarchique; la personne en question le combat; M. Tokarzewicz, comme un écolier attentif, suit la dispute sans souffler mot. — Hasard encore? Soit.

De retour, il publie dans sa feuille ses impressions de voyage, où, tournant en ridicule les convictions et la chaleur patriotique de la personne qu'il a visitée, il fait rire son public, lui contant d'avoir vu chez lui *l'article royaliste* « coupé en morceaux comme un gâteau. » — Hasard, où l'entraînement de bel esprit qui tient aux applaudissements?

Que de hasards, que de hasards!.. Il se permet trop ce hasard.

Dans le dernier numéros de sa *Niepodleglosc*, ce même hasard fait encore qu'un inconnu publie un article : « Par la partie à l'unité. » L'anonyme y dit, entre autres, comme quoi « le *citoyen* Ladislas Czartoryski et Ce ont une aversion pour le nom de *démocratie.* » Sur quoi M. Tokarzewicz ajoute, entre parenthèses, textuellement : « *Seulement* pour le nom, *nous le garantissons.* Remarque de la Rédaction. »

Mais tout cela s'explique à la fin. Plus de hasard, point d'entraînement; *c'est de la politique :* il l'avoue lui-même quand, profitant de l'honnête lettre du citoyen Wenglowski, il se met à développer sa théorie à lui, laquelle consiste à balancer les prétentions des Habsbourg par celles des *Vallois*, et vice versa. Bah! après tont, c'est une idée comme une autre!

Mais si telle est sa petite politique, pourquoi s'est-il offensé de ce que nous lui avons attribué le colportage du manifeste royaliste? — Moins de fiel et d'emportement; un peu plus de conséquence, s. v. p.

« Entrez, Messieurs, entrez! Voici le roi des sauteurs. »

Faits divers

Le comité central de la *Ligue de la Paix et de la liberté* nous fait l'honneur de nous communiquer sa circulaire du 14 Mai 1869. — Le cadre de notre feuille ne nous permettant pas de l'insérer *in extenso*, comme nous le désirions, nous y empruntons les faits principaux, à savoir :

« Le troisième Congrès de la Ligue aura lieu cette année le 29 Août et les jours suivant, en Suisse, dans une ville qui sera ultérieurement désignée. »

On mettra à l'ordre du jour les questions suivantes :

1o Déterminer les bases d'une organisation fédérale de l'Europe.

2o Quelles solutions doivent recevoir, suivant les principes de la Ligue, les diverses questions engagées et contenues sous le titre général de Question d'Orient, y compris la question polonaise?

3o Quel rôle doit prendre la bourgeoisie dans la question sociale?

Les lecteurs connaissent notre opinion sur l'œuvre de la Ligue. Nous devons cependant reconnaître que son futur Congrès sera bien curieux. — Ainsi, si l'on y procède selon la logique pour résoudre les questions posées, on devra nécessairement changer jusqu'au nom de la Ligue, en inscrivant à la place de la *Paix* illusoire et de la *Liberté* stérile : **Ligue de la Révolution et de la Démocratie.**

En vérité, quelles autres réponses pourrait-on donner à ces questions sinon celles-ci :

1o Pas de fédération européenne sans le renversement de tous les États actuels.

2o Pas de salut pour l'Orient avant la dissolution de l'Autriche, de la Prusse, de la Turquie et de l'empire des czars.

3o Quant au rôle de la bourgeoisie honnête dans la question sociale, il n'y en a qu'un et unique : son abdication pure et simple.

Bonnes chances, bonnes chances! Nous applaudirons de toute notre force.

On lit dans *l'Illustration* de Paris, sous le titre de « Masques et visages » :

« **Voici les sphinx russes :**

« Les articles de high-lifs du *Courrier russe*, signés « Rotislaf », sont attribués au prince Labanow.

« Philinte, correspondant de la *Voix* (Golos), est M. Nestor Considérant, frère de Victor Considérant.

« X., correspondant de la *Gazette de Moscou*, du *Journal officiel de Varsovie*, est M. Mlochowski de Belina.

« Ce dernier est l'auteur anonyme de plusieurs ouvrages et brochures :

« *Voyage sentimental à travers l'émigration polonaise.*

« *Situation de la Pologne au 1er Janvier 1865.*

« *L'émigration polonaise et le budget français.*

« *La vérité sur l'insurrection de 1863.* »

Pour la Rédaction : A. Szczensnowicz,
Ch. Brazewicz.

ANNONCES

Genève — Impr. Pfeffer & Puky.